

Amérique centrale, Mexique et Caraïbes

Bahamas, Belize, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panamá, Trinité-et-Tobago et d'autres États des îles Caraïbes.

*Pablo Rodas-Martini**

Vue d'ensemble

Les nouvelles initiatives prises dans le domaine de la lutte contre la corruption en Amérique centrale, au Mexique et aux Caraïbes, au cours de l'année écoulée, ne se sont guère accompagnées d'une amélioration sensible de la transparence au sein du gouvernement. Conscients de la puissance du discours contre la corruption, un certain nombre de candidats ont fait vœu d'honnêteté et présenté des plates-formes de lutte contre la corruption au cours de la campagne électorale de l'année dernière. Les électeurs inscrits en sont arrivés, à leur tour, à s'attendre à ce que ces promesses (dès lors qu'elles ne seront pas tenues) fournissent par la suite des motifs d'accusation contre le gouvernement. Accusés de corruption, les partis au pouvoir ont affiché peu de volonté de se pencher sur la question ; ils ont plutôt exigé la preuve de leur mauvaise conduite. Ce recours abusif à la corruption a contribué à saper la confiance des populations par rapport au régime dit démocratique et au système de partis politiques.

La corruption reste variable dans la région. Alors que dans certains pays comme le Costa Rica, le phénomène est relativement rare, au Guatemala, au Panamá et au Nicaragua, la tendance est à la régression ces dernières années. Même si la « culture de la corruption¹ » est toujours forte au Mexique, ce pays est le seul de la région à avoir fait des progrès considérables dans la lutte contre la corruption au cours de l'année écoulée.

Les bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux ont mis en place dans la région des programmes spéciaux de lutte contre la corruption ; toutefois, leur approche est devenue trop tolérante, même en cas de fraude ou d'acte illicite évident. Cette attitude est attestée par un libre apport d'assistance par des acteurs tels que la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), en l'absence de toute amélioration sensible de la transparence au sein des administrations de la région.

L'année dernière, le secteur privé n'a cessé d'exprimer sa préoccupation à l'égard de la corruption. En dehors des déclarations et des rapports, ce secteur n'a pu propo-

ser aucune initiative importante de lutte contre la corruption. Cette situation est probablement due au fait que les hommes d'affaires de la région se heurtent souvent à des comportements malhonnêtes au point que certains d'entre eux ont fini par penser qu'il faut compter leurs effets comme un coût opérationnel inévitable.

Au cours de ces douze derniers mois, la société civile s'est véritablement employée de manière active à dénoncer la corruption, même si elle ne l'a fait qu'au tout début et que dans certains cas. Les organisations de lutte contre la corruption au Salvador, au Mexique et au Panamá, par exemple, ont sensibilisé le public sur la question, bien que la presse continue d'être le principal moyen utilisé pour dénoncer la corruption à travers la région. Pour ce qui est de Cuba, la violation flagrante de la liberté d'expression empêche la société civile de servir de contrepoids à la corruption gouvernementale.

En dehors de Cuba, il ne fait plus aucun doute que ces dernières années ont vu des informations sur la corruption de plus en plus disponibles au niveau régional. Avec les études exhaustives faites sur la question, l'expérience des agences internationales qui travaillent actuellement dans la région permet l'élaboration d'une politique bien informée et de projets réglementaires².

Bien qu'aucun progrès net n'ait été enregistré dans la lutte contre la corruption depuis juillet 2001 au niveau de la région, la question est souvent à l'ordre du jour et a gagné en importance dans le discours et les débats publics. Des sondages d'opinion récemment effectués montrent que les populations perçoivent la corruption comme l'un des principaux maux dont souffrent leurs pays. Un des effets positifs de cette tendance est que les gouvernements en place ressentent l'obligation de rendre plus transparente la gestion des dépenses publiques.

Aux niveaux international et régional

L'année dernière, des menaces émanant d'organisations internationales et de pays industrialisés ont souvent eu un impact plus important sur l'adoption de mesures internes de lutte contre la corruption que les appels nationaux à la réforme. Cette pression a nettement influencé les législateurs panaméens au début de l'année 2002. Suite à la réaction diligente de la communauté internationale à l'injonction des États-Unis lui demandant de faire « particulièrement attention » aux transactions menées au Panamá, cet important centre bancaire a été obligé de mettre en œuvre des réformes juridiques visant à mettre un terme au blanchiment de capitaux³.

Au Costa Rica, la pression internationale a également permis de changer la législation. En réponse à l'annonce faite par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) concernant l'inscription du Costa Rica sur sa liste noire, le pays a dû fournir la preuve que des progrès avaient été faits dans la lutte contre le blanchiment de capitaux⁴.

Les agences internationales ont également consenti beaucoup d'efforts pour enrayer la corruption au niveau de la distribution des secours d'urgence. Après que l'Ouragan Mitch a dévasté l'Amérique centrale en 1998, le gouvernement américain, de concert avec les gouvernements et les organisations de la société civile d'Amérique centrale, s'est empressé d'adopter des mécanismes de responsabilité et de contrôle pour veiller à ce que l'aide parvienne aux bénéficiaires visés. Depuis, les États-Unis ont mis à disposition des ressources pour un programme de surveillance, notamment des audits, des enquêtes et une évaluation des risques liés aux projets, dans le cadre du programme de réédification en cours. Au cours de l'année écoulée, ces efforts de responsabilité et de contrôle ont permis à l'Agence américaine pour le développement international (USAID) d'identifier des coûts contestables et de réagir en procédant à des ajustements de politique⁵.

Pour promouvoir les initiatives de lutte contre la corruption, le département de la coopération juridique et de l'information de l'Organisation des États américains (OEA) a créé le Réseau interaméricain de lutte contre la corruption. Le réseau permet des échanges virtuels entre experts du secrétariat de l'OEA et d'autres individus ou institutions engagés dans la lutte contre la corruption⁶. La Banque mondiale, par l'intermédiaire de l'Institut de la Banque mondiale, s'est aussi activement employée à la promotion de réformes institutionnelles visant à lutter contre la corruption dans la région. L'année dernière, elle a joué un rôle actif au Honduras et a aidé à la création d'une commission chargée de la lutte contre la corruption qui sera installée au Guatemala.

Cependant, les agences internationales n'adoptent pas toujours une attitude constante contre la corruption. Au Guatemala, un représentant de la BID a pris la défense du gouvernement du président Alfonso Portillo malgré de nombreux rapports de corruption⁷. Il a rejeté les critiques formulées par la presse et la société civile : « Le niveau de gouvernance est perçu par les populations à travers les médias du pays. En ce qui concerne la BID, l'occasion nous est donnée de constater objectivement les actions du gouvernement⁸. » Au Nicaragua, les agences de coopération ont continué à soutenir l'administration du président Arnoldo Alemán en dépit de fréquents rapports de corruption⁹. Une étude publiée en novembre 2001 a soutenu que l'ACDI fournissait davantage d'aide bilatérale au développement aux pays hautement corrompus qu'à ceux qui le sont moins ; l'étude a demandé une réévaluation de la politique de l'aide¹⁰.

Les relations diplomatiques bilatérales entre la région et les États-Unis sont devenues tendues suite à la décision du Département d'État de refuser les visas d'entrée aux fonctionnaires anciennement et actuellement jugés corrompus¹¹. Quelques jours après cette annonce en mars 2002, les États-Unis ont annulé les visas de certaines personnes proches du gouvernement guatémaltèque, dont Francisco Alvarado, un ami personnel du président Portillo et principal bailleur de fonds de sa campagne, et le général à la retraite et conseiller du président Francisco Ortega¹². L'ambassade des États-Unis a par la suite annulé les visas de

deux anciens ministres de l'actuelle administration guatémaltèque en envoyant un message clair au gouvernement de Portillo : Washington ne relâcherait pas sa vigilance en ce qui concerne la corruption¹³.

Au niveau national

L'année dernière, les chefs de gouvernement de la région ont tenu leur promesse de lutter contre la corruption. Dans son discours inaugural prononcé en janvier 2002, le président du Honduras, Ricardo Maduro, a déclaré : « Je combattrai avec force toute forme de corruption¹⁴ ! » En Haïti, le Président Jean-Bertrand Aristide s'est fait l'écho de l'appel de Maduro par un cri de ralliement similaire : « Tolérance zéro contre la corruption, le gaspillage et les abus de toutes sortes¹⁵. » Malgré ces déclarations, la corruption endémique continue de faire des ravages en Haïti.

Face à des citoyens frustrés, même les dirigeants gérant les programmes de lutte contre la corruption sont souvent la cible d'allégations de corruption. Sila Calderón, gouverneur de Puerto Rico, a prétendu lutter contre la corruption généralisée qui avait fini par caractériser l'administration précédente. Au printemps 2002, elle assurait sa propre défense contre des accusations de corruption, notamment des allégations selon lesquelles elle utiliserait les fonds publics pour financer sa campagne de gouverneur alors qu'elle était maire de San Juan¹⁶.

Au Costa Rica, la question de la corruption a occupé une place importante dans la campagne de Rolando Araya, candidat du Parti de Libération nationale (PLN) aux élections présidentielles, qui a annoncé une attaque de front contre la corruption en septembre 2001. Cinq mois plus tard, le PLN a lui-même été attaqué pour déclarations non conformes relatives au financement de sa campagne¹⁷.

Au cours des douze derniers mois, des accusations et contre-accusations de corruption ont également été échangées entre les gouvernements et les partis d'opposition dans l'ensemble de la région. En février 2002, le « Jamaica Labour Party » (JLP) a annoncé son intention de lancer une campagne contre la corruption au sein du gouvernement du « People's National Party ». Le Premier ministre P. J. Patterson a nié les faits et a accusé à son tour le JLP de corruption lorsqu'il était au gouvernement¹⁸.

Des accusations similaires ont été portées à Trinité-et-Tobago, où le gouvernement a fait appel à des enquêteurs pour examiner la question de la prétendue corruption au niveau de trois projets publics : la centrale électrique d'Inncogen, l'usine de dessalement et le projet d'agrandissement de l'aéroport (voir encadré p. 139). Le « United National Congress », principal parti d'opposition, a comparé les enquêtes à une chasse aux sorcières¹⁹. Au Mexique, le gouvernement du président Vicente Fox a attiré l'attention sur la corruption profondément enracinée dans l'entité publique Petróleos Mexicanos (PEMEX), impliquant le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) dans le « siphonnage » des recettes de PEMEX en vue de financer la campagne électorale²⁰.

La supervision des élections au Costa Rica

Au Costa Rica, le financement de la campagne est devenu l'une des questions les plus importantes de la politique électorale. Les lacunes de la loi sur le financement des partis, ajoutées aux faiblesses des agences de contrôle officielles chargées d'appliquer la loi, ont laissé libre cours à l'introduction de la corruption dans ce qui jusqu'ici avait été considéré comme un système propre. Les campagnes sont devenues des activités commerciales qui engendrent la désillusion populaire par rapport à la démocratie et l'apathie générale. Le public suspecte de plus en plus ces campagnes politiques, et les partis politiques s'emploient davantage à obtenir des fonds qu'à avoir la confiance et le soutien de l'électorat.

Préoccupé par le laxisme évident affiché par les autorités en ce qui concerne la transparence du processus électoral, Transparencia Costa Rica s'est inspiré d'une technique élaborée par Poder Ciudadano, section argentine de Transparency International, pour lancer un programme de contrôle du financement de la campagne des élections présidentielles de février 2002. En août 2001, les huit candidats aux élections présidentielles ont été invités à signer un accord de transparence par lequel ils acceptaient de fournir régulièrement des informations détaillées sur le financement de leur campagne électorale. L'un des candidats a refusé de signer l'accord et a, par la suite, essayé de jeter le discrédit sur les procédures proposées, dont le contrôle indépendant des dépenses et contributions des candidats.

Dès le début, le programme a bénéficié, du soutien de la presse costaricienne avec pour commencer un éditorial à *La Nación*, principal journal du pays, qui devait se poursuivre jusqu'au second tour des

élections. Le programme de contrôle a révélé que les partis avaient sous-évalué leurs dépenses et omis de déclarer le montant total des contributions.

Il a également été révélé que l'un des principaux partis politiques avait réclamé des frais d'un montant 22 fois supérieur à celui des contributions déclarées au cours de la même période. Ce parti a été obligé de rectifier publiquement les chiffres et de fournir une explication sur les écarts. Un autre parti influent a été tenu de s'expliquer sur la présence de noms de personnes sur sa liste de contributions, qui ont plus tard nié avoir apporté une quelconque contribution à ce parti.

Transparencia Costa Rica a renouvelé son invitation aux deux candidats finalistes au second tour des élections à fournir des informations sur leurs sources de revenus et dépenses. Étant donné qu'aucun financement public n'est fourni aux candidats au second tour, il était important que le contrôle se poursuive. Le candidat qui, au début, avait refusé de signer l'accord de transparence a accepté sans hésiter de coopérer au second tour. Le contrôle des coûts de publicité concernant ce tour a révélé que les dépenses ont été considérablement réduites en conséquence.

Suite aux efforts déployés par Transparencia Costa Rica, la transparence dans le financement des partis politiques est devenue une question importante de la campagne et de la politique en général. Les partis ont été obligés de débattre publiquement de leurs finances et de prendre des engagements publics à assurer une plus grande transparence dans leur comptabilité. Les possibilités de financement illégal ou irrégulier ont été considérablement réduites. Toutefois, les programmes ont révélé également des lacunes dans la réglementation en

vigueur sur le financement des partis, ainsi que l'inaptitude relative des fonctionnaires à l'appliquer.

En dehors de sanctions efficaces ou d'un contrôle adéquat sur place, les dépenses incontrôlées ont des chances de se poursuivre pour le financement des campagnes électorales au Costa Rica. Les organisations de la société civile ont commencé à discuter des voies et des moyens à mettre en œuvre pour

promouvoir la réforme de la législation sur le financement des partis en vue de limiter les méthodes détournées de financement et de garantir la transparence du financement des partis. L'objectif visé par l'initiative serait de réduire les frais généraux de campagne et d'intéresser davantage les citoyens au processus de contrôle.

Roxana Salazar

Le détournement de fonds publics est également au cœur des accusations lancées contre le président Portillo du Guatemala, le vice-président Juan Francisco Reyes et d'autres fonctionnaires. Siglo Veintiuno du Guatemala et La Prensa du Panamá ont accusé les fonctionnaires d'avoir créé des sociétés « en carton » et ouvert des comptes bancaires au Panamá pour détourner des fonds publics²¹.



Rac, Panamá

Ces scandales sont accompagnés de corruption détectée au plus haut niveau ainsi que de l'utilisation délibérée d'allégations de corruption par des hommes politiques de l'opposition pour gagner l'approbation du public. Le Costa Rica étant généralement considéré comme un pays à faible niveau de corruption, ces développements peuvent avoir contribué au désenchantement au plan national. Les résultats d'une étude laissent apparaître que les Costaricains perçoivent la corruption comme un phénomène qui touche toutes les couches de la société, bien qu'elle soit ressentie comme très endémique au niveau des ministères²².

Selon une étude effectuée au Honduras, de nombreuses entités publiques sont considérées comme corrompues, à savoir le judiciaire, la gestion de la circulation, l'Université nationale autonome du Honduras, les administrations municipales, l'armée, les syndicats, le Congrès et la police. Pour justifier ce manque de confiance, les statistiques démontrent qu'en 2000 et 2001 la police a licencié ou libéré une moyenne de quatre officiers par jour, soit un total de 2 500 en deux ans²³. Par contre, l'étude a identifié comme institutions honnêtes la Banque centrale du Honduras, les ministères de la Sécurité et des Finances et la Banque nationale agricole de développement²⁴.

Selon une étude menée au Mexique par Transparencia Mexicana, le classement des États était inégal par rapport à la corruption, le District fédéral étant considéré comme le plus touché et l'État de Colima le moins concerné²⁵. Au niveau fédéral, les Nations unies estiment que 50 à 70 % des juges sont impliqués dans des pratiques de corruption²⁶.

Dans certains cas, des fonctionnaires se sont érigés en complices éhontés dans des affaires de corruption et de conflits d'intérêts, laissant ainsi s'ancre dans l'opinion publique un sentiment de résignation face à la corruption de l'administration. Suite aux recommandations faites en mars 2002 par la Commission de lutte contre la corruption du Panama en vue de l'élimination du népotisme, le président Mireya Moscoso a ouvertement défendu cette pratique : « Si des personnes qui ont fait campagne avec vous vous demandent du travail, tout simplement parce qu'elles sont des parents au troisième degré, vous pouvez les engager si elles ont vraiment besoin du travail²⁷. » Cent jours de gouvernement ont suffi au président nicaraguayen Enrique Bolaños pour être accusé d'avoir embauché plus de 25 parents ; la nomination de neveux, cousins, petits-enfants et beaux-parents était en contradiction avec la promesse de « restaurer la morale » faite dans son discours inaugural de janvier 2002²⁸.

En dépit de ces faits décourageants, il existe des indices de progrès dans la lutte contre la corruption. Le Mexique, sans nul doute, vient en tête dans la région en ce qui concerne la mise en œuvre de mesures de lutte contre la corruption. Le projet de loi adopté l'année dernière a contribué de manière considérable à lever le secret bancaire. D'autres lois concernent l'exécution de la saisie de précaution en rapport avec les fonctionnaires soupçonnés d'appartenir à des réseaux de corruption, et des dispositions ont également été prises concernant des enquêtes menées sur des comptes ou

des biens déclarés au nom de parents ou de tiers²⁹. La nouvelle loi sur les responsabilités administratives des fonctionnaires renforce le programme national de lutte contre la corruption du Mexique et proroge la loi de prescription qui sanctionne la corruption³⁰. La nouvelle loi fédérale sur l'accès à l'information publique et l'introduction de deux systèmes de cyber-administration (Tramitanet et Declaranet) revêt la même importance, renforçant le système Compranet (voir encadré sur l'accès à l'information, p. 141). Ces mesures peuvent contribuer à limiter les effets déstabilisateurs ainsi que le coût considérable de la corruption. La Banque mondiale soutient que le coût de la corruption représente 9 % environ du produit national brut du Mexique et dépasse l'ensemble des dépenses d'éducation du pays³¹.

L'année dernière, de nombreux tribunaux de la région ont commencé à s'intéresser davantage à la poursuite en justice d'anciens présidents. Au Honduras, l'ancien président Rafael Callejas a été accusé d'avoir transféré au cours de son mandat 11 millions de dollars américains sur le compte secret de la présidence³². L'ancien président Leonel Fernández de la République dominicaine a fait l'objet d'une enquête pour corruption au cours de son mandat d'août 1996 à août 2000³³. Il dut répondre de l'utilisation irrégulière de 84,3 millions de dollars américains tirés d'un compte spécial ; en fin de compte, aucune charge n'a été retenue contre lui bien que de nombreux fonctionnaires de son administration aient eu à comparaître devant le tribunal³⁴.

En avril 2002, un juge a déposé plainte contre l'ancien président Alemán du Nicaragua et contre des fonctionnaires pour fraude, détournement et mauvaise utilisation de fonds publics en rapport avec un marché de télévision³⁵. Malgré le soutien populaire à la décision du juge, Alemán a réussi à se soustraire aux poursuites grâce à son immunité de membre du Congrès. Depuis, il continue de diriger le « Constitutionalist Liberal Party » ainsi que les membres du Congrès ; il est toujours président de l'Assemblée nationale, et les risques s'amenuisent même si les enquêteurs arrivent à démontrer qu'il a transféré 20 millions de dollars américains dans des comptes bancaires à l'étranger³⁶.

Étant donné que les agences internationales ont commencé à établir un rapport entre la lutte contre la corruption et la réduction de la pauvreté, ce thème a trouvé écho au niveau de l'administration nationale. Au Honduras, cité par la Banque mondiale au nombre des pays pauvres les plus endettés depuis juillet 2000, le gouvernement a adopté en 2001 une stratégie de réduction de la pauvreté avec le soutien de la communauté internationale. Dans son discours inaugural prononcé en janvier 2002, le président Ricardo Maduro a insisté sur le rapport entre la corruption et la pauvreté : « Dans notre société, en général la personne corrompue trouve sa victime dans les couches les plus pauvres. Les ressources dont elle s'empare de manière illicite pourraient et devraient servir à éradiquer la pauvreté³⁷. » Cette option encourageante pour des stratégies de lutte contre la corruption commence à s'opérer dans certains pays de la région.

Trinité-et-Tobago : de la corruption à l'aéroport et de l'effondrement du gouvernement

Des allégations de corruption ont régné dans la construction du terminal de l'aéroport Piarco de Trinité-et-Tobago dès le lancement du projet. La controverse sur une réponse appropriée aux accusations a essentiellement entraîné la chute du gouvernement. Les enquêtes sur le projet de développement d'une valeur de 1,6 milliard de dollars de TT (262 millions de dollars américains) n'ont été privilégiées qu'après l'installation d'un nouveau gouvernement.

Les accusations de corruption ont pratiquement empêché l'aboutissement du projet de mise en valeur du site de 13 acres après que le premier contrat a été adjugé en mars 1997. Pourtant, le gouvernement de l'ancien Premier ministre Basdeo Panday n'a pris aucune mesure pour contrecarrer ces empêchements. Après avoir subi les pressions des organisations de la société civile pendant de nombreuses années, le procureur général a ordonné une enquête. L'enquêteur Robert Lindquist a fourni la preuve d'une « conspiration dans le processus de sélection du contrat visant à enrichir illicitement les "protagonistes" et à escroquer des sommes considérables aux diverses agences d'État ». Les premiers résultats de l'enquête ont révélé que le système de soumission a été corrompu, que de l'argent a été détourné et viré sur des comptes non autorisés et que des fonds publics ont été utilisés à mauvais escient.

Pendant un an, Panday a gardé au secret le rapport préliminaire de l'enquêteur en attendant que les détracteurs de la corruption « fournissent des preuves ». En signe de protestation, le procureur général et deux de ses collègues ont demandé au Premier ministre de créer une commission d'enquête pour approfondir la question.

Cette dernière ayant échoué, les membres du cabinet refusèrent de voter un certain nombre de lois relatives au budget devant le Parlement.

Leur comportement a entraîné la chute du gouvernement en octobre 2001 et les élections qui s'ensuivirent en décembre ont introduit un nouveau gouvernement avec, à sa tête, le Premier ministre Patrick Manning. Fidèle à ses promesses électorales, Manning demanda l'achèvement du rapport d'enquête et désigna une commission d'enquête quelques mois après son accession au pouvoir.

Le rapport Lindquist a finalement été publié. Il a identifié onze exemples de pratiques de corruption, passant en revue tout l'éventail possible : de la détermination du prix et la fraude sur les enchères permettant de reproduire les paiements de contrat aux fausses facturations. L'enquête a abouti à 45 poursuites judiciaires intentées contre deux sociétés et six membres influents du gouvernement, notamment deux anciens ministres des Finances, pour fraude, blanchiment de capitaux et mauvaise conduite dans le cadre de leur fonction officielle. Les affaires sont toujours en cours au niveau des tribunaux.

Pendant ce temps, la commission d'enquête actuelle s'est engagée dans des enquêtes exhaustives sur l'échec du processus d'appel d'offres inhérent au choix des consultants et des fournisseurs. Le gouvernement s'est également engagé à enquêter sur une série d'autres attributions de marchés, notamment la construction d'une usine de dessalement, d'une centrale électrique privée et d'une école.

Parallèlement à ces développements, la section Transparency International de Trinité-et-Tobago et d'autres organisations non gouvernementales ont

soumis au gouvernement des propositions visant à améliorer le système d'adjudication et les procédures y correspondant. Leurs recommandations seront examinées au cours du débat parlementaire sur les amendements à la « Central Tenders Board Act ». L'objectif visé est un processus d'adjudication sûr et transparent, qui permettrait

d'examiner à juste titre les appels d'offres en concurrence, exigerait une totale obligation d'informer le public et qui serait différent de celui qui a favorisé les fraudes massives perpétrées sur le projet de l'aéroport de Piarco.

Mary K. King

Cependant, si certains efforts de lutte contre la corruption se sont, bien entendu, consolidés, d'autres mesures contre la corruption ont donné l'année dernière, des résultats ambigus ou décourageants. En Jamaïque, le gouvernement peut réduire le nombre de fonctionnaires habilités à faire rapport à la Commission chargée de la prévention de la corruption afin de faciliter davantage le travail de ses membres³⁸. Les adeptes de la limitation soutiennent qu'il n'est pas réaliste de soumettre 200 000 rapports d'intégrité annuels aux membres de la commission. En République dominicaine, un certain nombre de projets de loi anti-corruption ont traîné jusqu'à la fin de l'année 2001 avant d'être retirés de l'ordre du jour. Les législateurs n'ont pas manifesté assez d'intérêt pour ces initiatives par rapport à l'empressement avec lequel ils ont parfois adopté d'autres projets de lois³⁹. Au Costa Rica, trois projets de loi ont obtenu le nombre de voix requises et ont été soumis en septembre 2001⁴⁰.

Une telle absence d'activité à l'égard de la législation sur la lutte contre la corruption contrecarre tout simplement la capacité d'un pays à trouver une solution au problème.

Le secteur privé

Très peu d'informations sont disponibles sur la corruption dans les secteurs privés d'Amérique centrale et des Caraïbes. Alors que la corruption privée va de pair avec la corruption publique, la presse, l'opposition politique et la société civile ont tendance à concentrer leur attention sur l'administration publique.

L'effondrement des banques et institutions financières est l'une des tendances identifiables de la corruption qui a affecté un certain nombre de pays de la région. La Banque du commerce et de l'industrie du Nicaragua a fait faillite en raison de la fraude concernant plus de 14,1 millions de dollars américains. Plusieurs de ces transactions ont été menées par le biais de sociétés solidaires dont certaines sont fictives. Au Panamá, les titulaires de comptes d'épargne ont perdu 24 millions de dollars, alors que le propriétaire de la société d'investissement Estrellamar quittait le pays après avoir transféré la totalité de l'argent de la société aux États-Unis⁴¹.

Accès à l'information en Amérique centrale, au Mexique et dans les Caraïbes

La loi sur la liberté d'information a figuré fréquemment à l'ordre du jour de nombreux pays de la région.

Le Sénat a voté la loi sur l'Accès de la Jamaïque à l'information qui fournira au public un meilleur accès aux renseignements administratifs en juin 2002, au terme de deux semaines de débats passionnés. Bien que l'opposition et les sénateurs indépendants aient retiré leur soutien à deux clauses controversées, le gouvernement a fini par obtenir leur adoption. L'une de ces clauses recommande la confidentialité des documents relatifs à la fonction de gouverneur général et aux tribunaux ainsi que les renseignements opérationnels ou stratégiques collectés par les forces de sécurité ; l'autre permet au Premier ministre de délivrer un certificat de dispense pour des dossiers qu'il juge sensibles¹.

En République dominicaine, le Congrès est sur le point d'examiner un projet de loi qui devrait amender la loi de l'expression et de la propagation de la pensée. L'initiative, qui a été promue par les médias locaux, propose de réglementer l'accès aux sources officielles et à certaines sources privées d'information².

Au Panamá, une loi sur la transparence de la gestion publique a été adoptée en décembre 2001 donnant aux citoyens libre accès à l'information sur les activités gouvernementales³. Quelques jours seulement après l'adoption de cette loi, le parti d'opposition dénonça le gouvernement pour refus de révéler le texte intégral des dispositions complémentaires de 2002 signé avec les États-Unis et concernant la patrouille commune de lutte contre le trafic de drogue⁴. En janvier 2002, le président Mireya Moscoso a officiellement adopté

et signé la loi sur la liberté de l'information. La loi prévoit de pénaliser les fonctionnaires qui ne se conforment pas à ses exigences.

Au Mexique, le Congrès approuva la première loi fédérale du pays sur l'accès à l'information publique qui vise à lutter contre la corruption, à réduire les pouvoirs discrétionnaires des fonctionnaires et à démocratiser l'accès aux informations publiques⁵. L'introduction de nouvelles procédures pour l'internet visant à rendre l'administration publique plus transparente revêt dans ce contexte une importance particulière.

Tramitanet est une chambre de compensation lancée en janvier 2002 pour traiter d'un grand nombre de procédures et permis administratifs du gouvernement fédéral et qui met à disposition, en ligne, de nombreux formulaires de demande⁶. C'est le second volet essentiel du projet assisté par ordinateur du Mexique après Compranet, système de mise en ligne des marchés publics qui permet aux sociétés de soumissionner en ligne pour des contrats fédéraux. Cette procédure permet ainsi au public d'accéder aux achats et de les contrôler, réduisant par la même occasion les opportunités de corruption. Le gouvernement espère qu'avant 2004, 50% des soumissions publiques au Mexique se feront par la canal de Compranet⁷. En janvier 2002, le Mexique a également lancé Declaranet, programme en ligne à l'intention des fonctionnaires qui devront fournir sur l'internet des renseignements sur leur compte⁸. L'Organisation des États américains (OAS) a pour objectif d'appliquer le système de cyber-administration utilisé au Mexique à d'autres pays d'Amérique latine, en commençant par le Pérou.

Alors que des progrès sont réalisés en matière d'accès à l'information, le dernier rapport fourni par le rapporteur spécial de l'OAS présentait de nombreux cas d'entrave à la liberté d'expression⁹. Les journalistes d'enquête, en particulier, évoluent dans des environnements hostiles et répressifs : trois journalistes au moins ont été assassinés dans la région depuis juillet 2001. Au Costa Rica, Parmenio Medina, assassiné en juillet 2001, avait diffusé plusieurs rapports sur la corruption dans son programme de radio populaire *La Patada* (Le Coup de Pied) sur Radio Monumental à San José. Au Guatemala, Jorge Mynor Alegría qui soutenait le programme d'informations et de commentaires présenté sur Radio Amatique à Puerto Barrios a également été assassiné, suite à des menaces de mort et des offres de pots-de-vin pour qu'il cesse de diffuser ses rapports sur la corruption. Enfin, au Mexique, Felix

Fernández, rédacteur en chef du magazine *Nueva Opción* à Ciudad Miguel Alemán, a été assassiné, suite à la publication de rapports sur des fonctionnaires corrompus et leurs relations avec des trafiquants de stupéfiants. Les assassinats demeurent non éclaircis.

- 1 *Jamaica Gleaner* (Jamaïque), 30 juin 2002.
- 2 *Listín Diario* (République dominicaine), 3 mars 2002.
- 3 *El Universal* (Mexique), 24 janvier 2002.
- 4 Les nouvelles dispositions autoriseraient le survol sans discrimination du territoire national d'aéronefs militaires américains et l'arraisonnement par les forces américaines de navires dans les eaux panaméennes. *La Prensa* (Panama), 8 février 2002.
- 5 *Reforma* (Mexico), 14 mars 2002.
- 6 www.tramitanet.gob.mx.
- 7 *El Economista* (Mexique), 19 juillet 2002
- 8 www.declaranet.gob.mx.
- 9 Consulter www.cidh.org/Relatoria/English/PressRel02/PressReleaIndex02.htm.

2001 a vu émerger des informations concernant les aides détournées. Au Salvador, des engrais destinés aux petits exploitants agricoles et représentant un don du gouvernement japonais se sont retrouvés entre les mains du principal importateur du pays, « Union Nationale de Importadores de Fertilizantes », et de deux coopératives⁴².

Note plus positive : les chambres de commerce ont commencé à jouer un rôle plus important dans la lutte contre la corruption ces douze derniers mois. La chambre de commerce jamaïcaine a, pour une fois, parlé de la nécessité de juguler la corruption⁴³. L'Association panaméenne des chefs d'entreprises a participé à des activités publiques telles que la chaîne humaine contre la corruption, organisée par le Mouvement des citoyens pour la lutte contre la corruption en mars 2002⁴⁴. Au Nicaragua, en avril 2002, le Conseil supérieur des entreprises privées a accordé un soutien économique au bureau du procureur général pour qu'il puisse poursuivre ses enquêtes sur la corruption menées dans son pays⁴⁵.

La société civile

Des ONG et autres organisations de la société civile, dont le groupe Probidad basé au Salvador et les sections nationales de TI, ont vivement dénoncé des actes

de corruption ces dernières années et en conséquence ont demandé l'élaboration de nouvelles réformes⁴⁶.

Au Costa Rica, le Parti de Libération nationale, dont la déclaration de fonds de campagne a été contestée en février 2002, a demandé à la section nationale de TI de l'aider à procéder à une déclaration fidèle de son financement. Une divergence avait été constatée entre les chiffres contrôlés par TI et ceux déclarés par le parti au Tribunal électoral suprême⁴⁷.

La société civile a également été active au Guatemala. En réponse aux accusations qui impliquaient le président Portillo et de hauts fonctionnaires de son administration dans un scandale de blanchiment de capitaux dénommé « Panamá Connection », le Mouvement civique pour le Guatemala a demandé la démission de Portillo et du vice-président Reyes. Le mouvement, formé de chefs d'entreprise, de militaires à la retraite, d'anciens guérilleros, de membres de différents partis et d'ONG, s'est joint à d'autres organisations civiles pour recueillir des signatures en vue d'obliger le président à démissionner et pour demander la poursuite des fonctionnaires accusés de corruption⁴⁸.

Les organisations panaméennes de lutte contre la corruption, placées sous la direction de la section nationale de TI, ont contribué à la présentation d'une loi sur la transparence de la gestion publique qui a été votée en décembre 2001. Le public a également fait entendre sa voix lorsqu'un parlementaire a nié avoir reçu (ainsi que ses collègues) de l'argent pour adopter une autre loi. En réponse à sa déclaration, les groupes de citoyens ont demandé en février 2002 que tous les législateurs renoncent à leur immunité afin que le ministère public puisse enquêter sur les cas de corruption⁴⁹.

Au Mexique où le président Vicente Fox avait juré de faire adopter des lois sur la liberté de l'information au cours de la première année de son mandat, un groupe d'organisations de la société civile, Grupo Oaxaca, a présenté un projet de loi en octobre 2001⁵⁰, fait unique dans l'histoire du Congrès mexicain. Après avoir participé à l'élaboration du projet de loi en collaboration avec ce groupe, la législature a approuvé à l'unanimité un projet de loi de compromis en avril 2002⁵¹.

Des groupes de la société civile de la région évoluent dans un climat de méfiance totale à l'égard des institutions publiques. En République dominicaine, une étude publiée dans un journal en décembre 2001 a révélé que 71 % des Dominicains estiment que le gouvernement du président Hipólito Mejía est corrompu. Les conclusions de l'étude sont frappantes si on les compare à celles publiées juste quelques mois plus tôt, lors de l'accession de Mejía au pouvoir : 73 % des personnes interrogées alors pensaient que le président serait disposé à lutter contre la corruption⁵². Le revirement de l'opinion publique montre que les populations ont réagi par rapport au manque de volonté de la part du gouvernement de lutter contre la corruption. Un sondage effectué en Jamaïque en août 2001 a révélé que 80 % de la population pensait que le gouvernement était corrompu⁵³. À Trinité-et-Tobago, 75 %

des personnes interrogées pensaient que la corruption est un problème grave⁵⁴. Enfin, au Panama un sondage a révélé que 87 % environ des personnes interrogées ne pensent pas que l'Assemblée législative s'intéresse à la lutte contre la corruption⁵⁵.

La prise de conscience par l'opinion publique du problème de la corruption dépend en grande partie du journalisme d'investigation qui continue d'être un outil de contrôle important dans la région. L'année dernière, « Journalists Against Corruption » (PFC), réseau qui réunit plus de 600 journalistes latino-américains, continuait de promouvoir les enquêtes de corruption tout en défendant les journalistes qui subissent des représailles du fait de leurs reportages⁵⁶. En novembre 2001, l'organisation a été choisie comme finaliste pour le prix Betinho, prix international qui récompense des initiatives qui ont réussi à utiliser les technologies de l'information et de la communication pour promouvoir la justice et le changement au niveau de la société⁵⁷.

* Vous pouvez contacter l'auteur à pablorodas@yahoo.com. Il voudrait exprimer ses remerciements à Luis Cifuentes pour l'assistance qu'il lui a apportée dans la recherche de documents sur Internet.

1 Étude effectuée par TI en juin et juillet 2001.

2 Il s'agit de l'étude élargie de 2001 effectuée par l'Institut de la Banque mondiale sur le Honduras et qui a permis de créer une commission de lutte contre la corruption.

3 *Europa Press* (Espagne), 3 juillet 2002.

4 L'information a été donnée aux représentants du GAFI et du Département américain du Trésor. Dans le même esprit, le Costa Rica a immédiatement approuvé une réforme de ses lois sur les stupéfiants. *La Nación* (Costa Rica), 5 février 2002.

5 Dans la recherche de mécanismes de surveillance, les agences internationales de coopération sont toujours soucieuses d'expérience suite au tremblement de terre qui a eu lieu au Nicaragua en 1972, lorsque l'utilisation d'assistance aux fins de corruption a aidé à saper la légitimité du régime du pays. Timothy Cox, « An ounce of prevention : oversight of disaster reconstruction activities in central America and the Caribbean », *Journal of Public Inquiry* (automne/hiver 2001).

6 Voir www.summit-americas.org/Quebec-Democracy/Corruption/mainpage-eng.htm.

7 Les rapports identifient les contrats fictifs du ministère des Communications, la surévaluation des plaques minéralogiques, le « siphonnage » de fonds par les fonctionnaires du ministère de l'intérieur et les millions en découvert dans les banques d'État. « Latin american corruption : the most outstanding cases of 2001 », *Probidad*, janvier 2002.

8 *Prensa Libre* (Guatemala), 25 octobre 2002.

9 *El Nuevo Diario* (Nicaragua), 17 septembre 2001.

10 Danielle Goldfarb, « Who gets CIDA grants ? », *Backgrounder*, C.D. Howe Institute, novembre 2001.

11 *International Herald Tribune* (US), 13 mars 2002.

12 *Prensa Libre* (Guatemala), 23 mars 2002.

13 *Miami Herald* (EU), 31 mars 2002 ; *Prensa Libre* (Guatemala), 11 juin 2002. en réponse, le président Portillo a demandé aux États-Unis d'annuler également les visas des personnes coupables d'évasion fiscale. *Prensa Libre* (Guatemala), 13 juin 2002.

14 *La Prensa* (Panamá), 28 janvier 2002.

15 Haiti Press Network (Haïti), 7 février 2002.

16 L'ampleur de la perception de la corruption à Puerto Rico est reflétée par le fait que l'unité d'enquêtes sur la corruption du bureau local du FBI soit l'une des plus importantes du Bureau. *Financial Time* (Grande-Bretagne) 25 mars 2002.

17 *La Nación* (Costa Rica), 13 septembre 2001 et 13 février 2002.

18 Les cas cités concernent la Société nationale du logement de la Jamaïque où les contrats d'une valeur de 74,1 millions de dollars américains sont en fin de compte évalués à 38,1 millions de dollars EU, et Netserv, d'où sont « pompés » les fonds reversés dans une banque suisse. *Jamaica Gleaner* (Jamaïque), 26 février et 4 mars 2002.

19 *Trinidad Express* (Trinité-et-Tobago), 6 janvier 2002.

- 20 Business Week Online (EU), 11 février 2002.
- 21 BBC News (Grande-Bretagne), 7 mars 2002.
- 22 *Europa Press* (Espagne), 29 juin 2002.
- 23 *La Prensa* (Panamá), 13 février 2002.
- 24 L'étude a été soutenue par l'Institut de la Banque mondiale. *El Tiempo* (Honduras), 12 janvier 2002.
- 25 Conclusions de l'Étude sur la corruption au niveau national et la bonne gouvernance, citées par José Vargas et Ramiro Rivero, « Some appreciations in regard to corruption in Mexico », *Probidad Magazine*, n° 17 (décembre 2001–janvier 2002).
- 26 *Crónica* (Mexico), 9 avril 2002.
- 27 *El Universal* (Mexique), 1^{er} mars 2002.
- 28 *La Prensa* (Panamá), 27 février 2002.
- 29 *Reforma* (Mexique), 14 mars 2002.
- 30 *El Economista* (Mexique), 14 mars 2002.
- 31 *El Universal* (Mexique), 16 avril 2002.
- 32 *La Tribuna* (Honduras), 7 mars 2002.
- 33 *Listín Diario* (République dominicaine), 21 septembre et 8 novembre 2001.
- 34 Reuters (Britain), 7 septembre 2001.
- 35 Agence France-Presse (France), 24 mars 2002.
- 36 *La Prensa* (Panamá), 7 avril 2002.
- 37 *La Prensa* (Panamá), 22 octobre 2001.
- 38 *Jamaica Gleaner* (Jamaïque), 17 janvier 2001.
- 39 *Listín Diario* (République dominicaine), 18 novembre 2001.
- 40 *La Nación* (Costa Rica), 13 septembre 2001.
- 41 « Latin american corruption : the most important cases in 2001 », *Probidad*, janvier 2002.
- 42 *Probidad*, « Annual report : salvadoran corruption 2001 », www.probidad.org.
- 43 *Jamaica Observer* (Jamaïque) , 15 avril 2002.
- 44 *La Prensa* (Panamá), 15 mars 2002.
- 45 *La Prensa* (Panamá), 9 avril 2002.
- 46 Consulter www.probidad.org.
- 47 *La Nación* (Costa Rica), 13 février 2002.
- 48 De nombreuses annonces payées ont été publiées dans la presse en mars et avril 2002.
- 49 *La Prensa* (Panamá), 27 février 2002.
- 50 *Reforma* (Mexique), 14 mars 2002.
- 51 Voir Kate Doyle, « Mexico's New Freedom of Information Law », www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB68/index4.html.
- 52 *Hoy* (République dominicaine), 5 et 6 décembre 2001.
- 53 *Jamaica Gleaner* (Jamaïque), 17 septembre 2001.
- 54 *Trinidad Express* (Trinité-et-Tobago), 10 septembre 2001.
- 55 *El Universal* (Mexico), 24 avril 2002 ; *Panamá News*, 23 février–8 mars 2002.
- 56 PFC est géré par *Probidad*.
- 57 Consulter: www.portal-pfc.org/english/reports/200201.html.